Chants des Imbonerakure : le pouvoir burundais ne nie pas mais il minimise

RFI,Â 20-04-2017 BurundiÂ : l'ONU s'inquiÃ¨te des slogans et des appels Ã la haine et Ã la violence Le Haut-commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme dÃ©nonce les appels Ã la haine et la violence pratiquÃ©s lors de rassemblements dans plusieurs provinces du Burundi.D'aprÃ¨s le HCDH, les Imbonerakure, la ligue des jeunes du CNDD-FDD, mais Ã©galement des responsables du parti au pouvoir ou de l'administration ont tenu de tels propos.

Le Haut-commissariat pour les droits de lâ€™homme (HCDH) parle d'une campagne de terreur. Sous les yeux des autoritÃ©s, des centaines d'ImbonerakureÂ auraient plusieurs fois chantÃ© des slogans appelant Ã mettre enceinte des femmes de l'opposition et Ã tuer les opposants. Le gouverneur de Makamba ou encore le prÃ©sident du SÃ©nat lui-mÃªme auraient aussi incitÃ© Ã la haine. Scott Campbell, responsable de l'Afrique centrale au HCDH, ne cache pas son inquiÃ©tude. Â«Â Ces mots sont horrifiants et nous trouvons cela extrÃªmement inquiÃ©tant, surtout dans une rÃ©gion qui a connu trop dâ€™atrocitÃ©s massives, commente-t-il.Â Ã‡a tire la sonnette dâ€™alarme. Câ€™est aujourdâ€™hui quâ€™il faut mettre fin Ã lâ€™impunitÃ©, le pays risque de descendre dans un cycle de violence encore pire.Â Â» DÃ©but avril, le CNDD-F le parti au pouvoir,Â avait condamnÃ© certains slogans. Mais le Haut-commissariat affirme que cette campagne se poursuit en toute impunitÃ©. Gaston Sindwimo, premier vice-prÃ©sident, ne nie pas mais il minimise. Â«Â Câ€™est trÃ¨s dommage. Nous condamnons. NÃ©anmoins, dans le temps, moi-mÃªme jâ€™appartenais Ã des groupes qui chantaient, pareil, mais sans incidents. Câ€™est une faÃ§on dâ€™animer le groupe, parce que nous sommes dans un contexte politique et nous avons ce genre de propos portÃ©s plus hauts. Compte tenu de la culture burundaise, nous devons aller doucement vers le changement de mentalitÃ©.Â Â» Selon lui, le changement de mentalitÃ© passe par l'Ã©ducation et non la rÃ©pression des auteurs. Il ajoute que le HCDH n'a pas de preuve que ces propos aient entraÃ®nÃ© des violences. En tout cas, les Burundais continuent Ã fuir le pays. Ils sont dÃ©sormais plus de 400 000 selon un dÃ©compte du HCDH. Et le HCDH affirme que ses allÃ©gations sont corroborÃ©es par les milliers de Burundais qui ont fui le pays.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});